

**Arrêté préfectoral complémentaire
modifiant les prescriptions applicables au centre de regroupement / tri / transit de déchets
dangereux et non-dangereux, exploité par la société ONYX MEDITERRANEE à
La Seyne-sur-Mer**

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1er du livre V (parties législative et réglementaire) ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R511-9 du code de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant Monsieur Simon BABRE, préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025/23/MCI du 2 juin 2025 portant délégation de signature à Monsieur Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 2 juillet 2020 à la société ONYX MEDITERRANEE pour l'exploitation d'un centre de regroupement/tri/transit de déchets dangereux et non-dangereux, sur le territoire de la commune de La Seyne-sur-Mer, au 783, avenue Robert Brun, ZI Camp Laurent, concernant notamment les rubriques 2718-1, 2791-1 et 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le porter à connaissance du 12 septembre 2022, complété le 12 décembre 2022, modifié le 24 septembre 2024, adressé par la société ONYX MEDITERRANEE, pour présenter une activité de valorisation de déchets de plâtre et modifier les activités exercées ou les prescriptions relatives à l'exploitation de son site précité, sis à La Seyne-sur-Mer ;

Vu le rapport D-UD83-2005-0362, communiqué au préfet, par l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale des Alpes maritimes et du Var, antenne du Var ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire adressé par la préfecture du Var, par courriel du 13 août 2025, à la société ONYX MEDITERRANEE, dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par mail le 14 août 2025 concernant le projet d'arrêté complémentaire ;

Considérant que les modifications demandées concernent des activités relevant des rubriques 2718-1, 2791-1, toutes deux soumises à autorisation avec des modifications limitées à moins de 10 % de variation ; et des activités relevant des rubriques 2711-1, 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées avec pour toutes des diminutions de volume d'activités mais sans changement de régime ;

Considérant l'absence d'incidence sur les installations déjà exploitées ;

Considérant que l'arrêté du 2 juillet 2020 susvisé intégrait une activité de tri de collecte sélective des corps creux, dans des bâtiments situés en partie Est du site, qui n'a jamais été mis en œuvre sur le site ;

Considérant que la nouvelle activité de valorisation de déchets de plâtre s'effectuera dans le bâtiment équipé de dispositifs de filtration des poussières permettant d'y limiter les nuisances ;

Considérant que les autres modifications projetées des installations, qui relèvent essentiellement de la réorganisation des espaces de stockage, s'inscrivent dans le périmètre des installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020 susvisé ;

Considérant que les modélisations des flux thermiques présentées au dossier de porter à la connaissance du 24 septembre 2024 démontrent l'absence de danger sur les riverains et bâtiments tiers ;

Considérant que le dossier proposé ne présente pas de dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement et ne modifie pas le périmètre couvert par l'autorisation environnementale ;

Considérant que la demande présentée constitue une modification non substantielle, et pouvant être réalisée dans le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020 complété des prescriptions ci-après ;

Considérant les observations de l'exploitant en date du 14 août 2025 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

ARRÊTE

Article 1er – Exploitant

La société ONYX Méditerranée, ci-après dénommée exploitant, dont le siège social est situé, 41 chemin Vicinal de la Millière, CS 20106, 13011 Marseille cedex 11, est autorisée à poursuivre

l'exploitation, sur la commune de La Seyne-sur-Mer, au 783 avenue Robert Brun, des installations détaillées dans l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs, modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 – Modifications de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Actualisation de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et de la nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux, Aménagements (IOTA), mentionnées au I de l'article L214-3 du code de l'environnement :

Rubriques ICPE	Désignation des installations	Volume autorisé de l'activité	Régime
3550	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.</p> <p>Rubrique principale IED</p>	<p>Transit, regroupement de DEEE pour une capacité totale entreposée sur site :</p> <p>200 t (densité 0,11)</p>	A
2718-1	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges</p>	<p>Centre d'entreposage transitoire des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) (1 caisson frigorifique de grande capacité).</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation est de 1,8 t</p>	A
2791-1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>1. La quantité de déchets traités étant</p>	<p>Broyage de déchets non dangereux (bois transformé, PSE, papier/cartons, plastiques)</p> <p>Quantité traitée de</p>	A

Rubriques ICPE	Désignation des installations	Volume autorisé de l'activité	Régime
	supérieure ou égale à 10 t/j	101 t/j	
2711-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Transit, regroupement de DEEE Volume maximal entreposé sur site de 1 740 m³	E
2712-3b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 3. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R543-297 du code de l'environnement : b) Pour la dépollution, le démontage ou la découpe	Installation de stockage et démontage de bateaux préalablement dépollués, en vue du tri et de la valorisation des matériaux Surface d'environ 500 m² (bâtiment « déchets d'activités économiques »).	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume susceptible d'être présent dans l'installation de 4 750 m³	E
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans	Volume susceptible d'être présent dans l'installation de 1 450 m³	E

Rubriques ICPE	Désignation des installations	Volume autorisé de l'activité	Régime
	l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³		
2794-1	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j	Broyage de déchets verts et de bois brut Quantité traitée de 48 t/j	E
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Station de distribution de carburant Volume annuel de carburant liquide distribué : 992 m³	DC
2710-2b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	Le volume maximal de déchets non dangereux apportés par le producteur initial, susceptible d'être présent dans l'installation est de 120 m³	DC

A : Autorisation – **E** : Enregistrement – **DC** : Déclaration avec Contrôle périodique

Rubrique IOTA	Désignation de l'installation	Niveau d'activité	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	4,1 Ha	D

D : Déclaration

Article 3 – Modifications du chapitre 1.3 « Limite de l'autorisation » de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

La surface occupée par les installations est de 4,1 Ha.

L'établissement comprend l'ensemble des installations et équipements précisés dans le dossier de demande d'autorisation du 2 juillet 2018, modifié des « porter à connaissance » du 12 septembre 2022, 12 décembre 2022 et 24 septembre 2024 et notamment :

- un centre de tri des déchets d'activités économiques non-dangereux (DAEND) ;
- une activité de réception des déchets apportés par leur producteur initial (déchetterie professionnelle) ;
- un centre de tri des collectes sélectives (essentiellement papiers et cartons) ;
- une plateforme de regroupement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;
- un bâtiment destiné à la valorisation des déchets de plâtre ;
- une zone équipée d'un hangar accueillant des activités de transit et de regroupement de biodéchets et de déchets d'activités de soins à risques infectieux. ;
- une zone de services techniques (ponts bascules, station de distribution de carburants pour les véhicules de la société, atelier de maintenance, aire de lavage, hangar de stockage de pièces de rechange), un bâtiment administratif, des voiries et des parkings.

Les dispositions encadrant le fonctionnement de ces installations sont décrites au titre 2 (dispositions générales) et aux titres 3 à 8 (dispositions particulières au site) du présent arrêté.

Les activités de transit, regroupement, tri autorisées sont plus précisément les suivantes :

- Tri des déchets issus de la collecte sélective :
 - La réception, le tri, la mise en balles et les éventuelles opérations de broyage des déchets issus de la collecte sélective ont lieu dans un bâtiment situé au centre de l'établissement. Les balles de matières triées sont stockées sous l'auvent accolé à l'ouest du bâtiment ou sur la dalle dans le prolongement du bâtiment de tri des DAEND.
- Tri de déchets d'activités économiques non dangereux (DAEND) :
 - Les opérations de réception et de tri des déchets non dangereux issus d'activités économiques sont menées dans le bâtiment situé au nord-ouest de l'établissement. Les déchets de chantiers sont vidés à l'extérieur dans une alvéole dédiée, puis triés afin d'extraire les déchets d'activités économiques non dangereux (DAEND) valorisables et les inertes. Le broyage et le conditionnement des déchets de polystyrène expansé (PSE) sont effectués sous l'auvent accolé au sud du bâtiment de tri des DAEND. Les divers déchets sont regroupés par catégorie dans des contenants appropriés (alvéoles, bennes, etc.) et stockés à l'intérieur (encombrants, DAEND ultimes, plastiques stockés en vrac, etc.) ou en extérieur (bois, déchets verts, déchets de chantier, balles de déchets plastiques par exemple).
- Valorisation des déchets de plâtre :
 - La réception de déchets de plâtre, criblage, broyage et séparation du gypse et extraction des parties cartons, bois, ferreux et gravats s'effectuent dans le

bâtiment situé au sud-est du site. Le plâtre repart par camion, les déchets triés et les refus de tri repartent en benne ou sont stockés en vrac avant reprise.

- Réception et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) :
 - Les DEEE sont réceptionnés en vrac au sein du bâtiment situé au sud de l'établissement, puis regroupés par famille et stockés en attente d'expédition en vrac dans le bâtiment ou en bennes ou semi-remorques en extérieur.
- Réception de déchets apportés par leur producteur initial :
 - Cette activité est réalisée sur la zone de tri et de transit des DAEND.
- Regroupement et transit des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) :
 - Les DASRI sont regroupés dans un conteneur frigorifique sécurisé positionné au nord-est du site (à l'est de l'aire de lavage).
- Regroupement et transit des biodéchets :
 - Les biodéchets sont regroupés selon leur nature dans des contenants étanches et fermés sur une zone au nord-est du site. Un conteneur frigorifique dédié est également présent à proximité du conteneur frigorifique des DASRI pour le stockage temporaire des biodéchets.

Article 4 – Modifications du chapitre 1.4 « Conformité au dossier d'autorisation » de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant en juillet 2018, modifié par les porter à connaissance du 12 septembre 2022, 12 décembre 2022 et 24 septembre 2024.

L'exploitation des installations respecte les dispositions de l'arrêté du 2 juillet 2020 complété et modifié des dispositions du présent arrêté pour les activités exercées sur le site ainsi que des arrêtés ministériels applicables et réglementations autres en vigueur.

Article 5 – Modifications du chapitre 1.6 « Garanties financières » de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

En application de la Loi Industrie Verte n°2023-973 du 23 octobre 2023 et de ses textes d'application, les garanties financières destinées à assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1, pour les installations mentionnées aux anciennes dispositions du 5° de l'article R516-1 du code de l'Environnement, sont supprimées.

Article 6 – Modifications de l'article 3.1.2 « Émissions diffuses – envols » de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Au niveau de la zone de tri extérieure (à l'air libre) des DAEND, les émissions de poussières sont limitées par des dispositifs d'aspersion fixes. Ces équipements sont utilisés autant que de besoin.

Les activités de tri des DAEND en mélange et des déchets issus de la collecte sélective sont effectuées à l'intérieur d'un bâtiment.

Le criblage en extérieur (à l'air libre) des déchets de chantier est interdit.

Les installations mobiles (broyeurs, cribles) sont capotées ou munies d'une aspersion dont le fonctionnement est asservi au fonctionnement des installations.

Exceptions faites du bois et des déchets verts, le broyage des déchets ne peut être réalisé qu'à l'intérieur des bâtiments. Les opérations de broyage du bois et des déchets verts en extérieur sont interdites, les jours de vent, et conduites avec une aspersion sur la zone de tri extérieure.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont réalisées, autant que de besoin, et à minima toutes les demi-heures.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé en priorité dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 7 – Modifications du chapitre 3.2 (Conditions de rejets canalisés) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Maîtrise des émissions de poussières des activités de valorisation des déchets de plâtre :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont, par ailleurs, la prévention des risques d'incendie.

En particulier, les parties de l'installation comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières ou de polluants (transport par tapis roulant, broyage, autres manipulation formant des poussières ou des dégagements gazeux...) sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions de poussières.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comporte pas d'obstacle à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...). Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en

tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X 44-052) aux fins de prélèvement en vue d'analyse ou de mesure. Les effluents canalisés devront être dépoussiérés avant rejet. Les points de rejets sont en nombre aussi réduit que possible.

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Le bâtiment qui accueille les activités de valorisation des déchets de plâtre est doté d'une installation de traitement des effluents atmosphériques qui dispose d'une cheminée d'une hauteur de 8 mètres.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées en

- Poussières totales : Flux horaire est inférieur ou égal à 0,21 kg/h, et valeur limite de concentration de 5 mg/m³ ;
- Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), (exprimés en HF) : Si le flux horaire est supérieur à 500 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ pour les composés gazeux et de 5 mg/m³ pour l'ensemble des vésicules et particules ;
- Composés organiques volatils : Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- Métaux et composés de métaux (gazeux et particuliers) :
 - Rejets de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés : si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h, la valeur limite de concentration est de 0,05 mg/m³ par métal et de 0,1 mg/m³ pour la somme des métaux (exprimés en Cd + Hg + Tl) ;
 - Rejets d'arsenic, sélénium et tellure, et de leurs composés : si le flux horaire total d'arsenic, sélénium et tellure et de leurs composés, dépasse 5 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ (exprimée en As + Se + Te) ;
 - Rejets de plomb et de ses composés : si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h, la valeur limite de concentration est de 1 mg/m³ (exprimée en Pb) ;
 - Rejets d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés : si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt,

cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et de leurs composés dépasse 25 g/h, la valeur limite de concentration est de 5 mg/m³ (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) ;

- Amiante : Si la quantité d'amiante brute mise en œuvre dépasse 100 kg/an, la valeur limite de concentration est de 0,1 mg/m³ pour l'amiante et de 0,5 mg/m³ pour les poussières totales.

Article 8 – Modifications de l'article 4.2.2.4 (Points de rejets) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet contrôlés qui présentent les caractéristiques suivantes :

Points de rejet externes :

Points de rejet vers le milieu récepteur	N°1
Nature des effluents	Eaux de lavage de l'atelier, de l'aire de lavage et de la zone biodéchets
Débit maximum instantané	20 l/s
Exutoire du rejet	Réseau public eaux usées
Traitement avant rejet	Déboueurs-séparateurs d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Station d'épuration urbaine du Cap Sicié via le réseau public

Points de rejet vers le milieu récepteur	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales ou eaux d'extinction en cas d'incendie
Débit maximum de régulation du bassin hors surverse (l/s)	114 l/s
Exutoire du rejet	Réseau public eaux pluviales
Traitement avant rejet	Déboueur-séparateur d'hydrocarbures – Bassin tampon étanche de capacité 960 m ³
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Mer Méditerranée via le réseau public d'eaux pluviales

Points de rejet vers le milieu récepteur	N°3
Nature des effluents	Eaux pluviales – Zone Sud du bâtiment destiné à la valorisation des déchets de plâtre

Débit maximum de régulation du bassin hors surverse (l/s)	10 l/s
Exutoire du rejet	Réseau public eaux pluviales
Traitement avant rejet	Déboureur-séparateur d'hydrocarbures – Bassin tampon étanche de capacité 150 m ³
Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Mer Méditerranée via le réseau public d'eaux pluviales

Les eaux d'extinction incendie de ce bâtiment sont retenues au droit du bâtiment par des barrières hydrauliques périphériques, assurant un volume de confinement de 180 m³.

La zone d'activité biodéchets dispose d'une vanne de bypass permettant d'orienter les effluents vers le réseau d'eaux usées lors des opérations de nettoyage de la plateforme. Cette vanne est régulièrement manœuvrée, à une fréquence mensuelle au minimum. Ce test et son résultat sont consignés dans un registre.

Article 9 – Modifications de l'article 4.2.2.5 (Caractéristiques générales des rejets vers le milieu récepteur) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5.

Article 10 – Modifications de l'article 5.1.1 (Nature des déchets admissibles) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Seuls les déchets listés ci-dessous sont admissibles sur le site en vue de subir des opérations de tri et/ou de regroupement et/ou de broyage :

- Les déchets issus de la collecte sélective des déchets ménagers :
 - Les journaux, revues et magazines (JRM) ;
 - Les bouteilles plastiques (PEHD, PET clair ou coloré) ;
 - Les multi-matériaux (emballages acier/aluminium, cartonnettes, emballages liquides alimentaires type tetra, etc.) ;
 - Les emballages plastiques de type pots, barquettes et films (extension des consignes de tri).
- Les mono-matériaux :
 - Papiers-cartons ;
 - Plastiques et polystyrènes ;

- Bois ;
- Verre ;
- Végétaux ;
- Métaux ;
- Pneumatiques ;
- Textiles.
- Les déchets d'activités économiques non dangereux (DAEND) :
 - Déchets non dangereux en mélange ;
 - Encombrants ;
 - Gravats et déchets de chantier ;
 - Résidus de balayage.
- Les déchets d'éléments d'ameublement ;
- Les bateaux de plaisance et de sport hors d'usage, préalablement dépollués ;
- Le polystyrène expansé ;
- Les déchets d'équipements électriques et électroniques (regroupement exclusivement) ;
- Les déchets d'activités de soins à risques infectieux (regroupement exclusivement) ;
- Les biodéchets (regroupement exclusivement) ;
- Les déchets de plâtre et matériaux emportés avec ces déchets de plâtre (du fait de leur production : bois, papier, gravats, supports de plaques de plâtre...) ;

Les déchets autres ne sont pas admis.

Article 11 – Modifications de l'article 5.1.2 (origine géographique des déchets admissibles) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

La zone de chalandise correspond en priorité au bassin de vie provençal, tel que défini dans le SRADDET Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les déchets provenant du reste de la Région PACA peuvent être acceptés ensuite.

Le site peut aussi intervenir en secours en cas d'indisponibilité ponctuelle d'un autre centre de tri de Corse traitant le même type de déchets, sous réserve d'en adresser au préalable la demande à l'inspection des installations classées.

Spécifiquement à l'activité de valorisation des déchets de plâtre, les déchets de plâtre proviendront de la région PACA. Les déchets de plâtre de la Corse sont autorisés dans la limite de 2400 tonnes par an.

Les déchets des deux régions Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie peuvent être accueillis sur les installations dans la limite de 10 % des flux (en masse).

Article 12 – Modifications de l'article 5.1.4.2 (Organisation des stockages des produits combustibles) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Toutes les zones de stockage ont leurs limites matérialisées au sol (bande de peinture...) et en hauteur.

Zone déchetterie :

- Stockage de bois dans 3 alvéoles d'une surface totale de 264 m², sur une hauteur maximum de 3 mètres, adossé à un espace multi-matériaux coupe feu (mur et talus) d'une hauteur de 6 mètres et d'une tenue au feu 3 heures ;
- Stockage de végétaux dans une alvéole de 175 m² sur une hauteur maximum de 3 mètres et bennes de DAEND sur une hauteur de 2 mètres, adossés à un mur coupe feu de 6 mètres de hauteur et latéralement des murs coupe-feu de 4 mètres de hauteur et d'une tenue au feu 3 heures.

Bâtiment DAEND :

Le bâtiment DAEND est constitué de murs coupe-feu façades est, ouest et nord sur 4 mètres, façade sud sur 2 mètres, surmonté d'un bardage métallique pour une hauteur totale de 10 mètres, comportant les stockages suivants :

- Stockage à l'intérieur du bâtiment de DAEND, PE, PVC, cartons, bois, palettes, synthétiques en bennes (surface 147 m² hauteur 2,2 mètres) ou palettes (15 m² de PVC) ou vrac (DAEND : 3 îlots de 75 m² sur hauteur 4 mètres), sur une surface totale de stockage de 387 m² ;
- Stockage en cellule de Polystyrène sur une surface de 49 m² (une partie vrac, une partie dite « silo ») et hauteur de 4 mètres dans un local comportant un mur coupe-feu 2 heures sur toute la hauteur le séparant du bâtiment en bardage ;
- Stockage de carton (80 m² sur 4,8 mètres de hauteur) et Polystyrène (30 m² sur une hauteur de 3 mètres), séparé du bâtiment DAEND par un auvent coupe feu 2 heures et appuyé à l'ouest par un mur coupe-feu 4 heures d'une hauteur de 6 mètres.

Stockage de balles plastiques :

Le stockage des balles plastiques s'effectue à l'Ouest du bâtiment DEEE à une distance de plus de 10 mètres.

La zone de stockage est scindée en deux îlots de 150 m² (10 x 15) séparés par une allée de 5 mètres, avec une hauteur de stockage de 3,6 mètres (3 palettes).

Cette zone de stockage devra être éloignée de plus de 5 mètres de toute matière ou déchet combustible (flux de 8 kW/m²). La zone de végétation au sud du stockage devra être rase (flux de 3 à 5 kW/m² sur 10 mètres comptés à partir de la périphérie du stockage des déchets plastiques).

Bâtiment collectes sélectives (principalement cartons et papiers) :

Le stockage s'effectue en deux lieux :

- à l'intérieur du bâtiment dans 2 zones d'une surface de 216 m² unitaires pour 4 mètres de hauteur ;
- à l'extérieur façade ouest sur une surface de 318 m² de balles de papier/carton pour une hauteur de 4,8 mètres.

Bâtiment accueillant les activités de valorisation des déchets de plâtre :

Le stockage des déchets combustibles s'effectue en vrac ou en bennes situées au sein du bâtiment.

Les déchets de plâtre sont entreposés en vrac dans des alvéoles.

DASRI et biodéchets :

Le stockage s'effectue à l'est du hangar matériel. Le stockage s'effectue selon les dispositions de la modélisation Flumilog du dossier du 24 septembre 2024 :

- DASRI : 91m³ en conteneurs frigorifiques ;
- Biodéchets : 220 m³.

DEEE :

Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions.

Le respect de la disposition spéciale 670 de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR) est réputé satisfaisant à l'obligation mentionnée ci-dessus.

Quantités maximales de DEEE stockées :

- DEEE en vrac : 1 260 m³ ;
- DEEE triés en bennes ou semi-remorques : 480 m³.

Article 13 – Modifications de l'article 5.1.4.3 (Traitement et conditionnement des déchets réceptionnés) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Le contenu des bennes de déchets réceptionnés sur le site fait l'objet d'un tri dès son arrivée, exceptions faites des déchets dédiés à une opération exclusive de regroupement. De façon exceptionnelle (panne des lignes de tri), des bennes de déchets réceptionnés peuvent être entreposées sur le site, dans la limite de 15 bennes. Un registre répertorie les pannes de ligne de tri et leur durée.

Les produits triés et/ou regroupés sont conditionnés avant expédition :

- En balles pour les matières plastiques et les papiers-cartons légers susceptibles d'envols ;
- En bennes ou semi-remorques fermées pour les refus de tri issus des déchets résultant de la collecte sélective et les DAEND ;
- En vrac dans des bennes ou des semi-remorques : bois, métaux, pneumatiques, gravats, végétaux, plastiques et papiers-cartons non susceptibles d'envols. Celles-ci peuvent être ouvertes si le chargement ne présente aucun risque d'émissions de poussières ou d'envols. Les envols peuvent être prévenus par l'utilisation de bâches ou de filets.

Article 14 – Modifications de l'article 5.1.4.4 (Lieux de stockage, regroupement et tri des déchets) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

L'établissement respecte l'organisation des stockages, conformément au plan de stockage à l'annexe 1.

Dans les conditions de l'article 5.1.4.2, seules les activités suivantes peuvent s'exercer en dehors des bâtiments du site, abris couverts compris :

- Stockage des pneumatiques usagés dans des bennes amovibles ou semi-remorques ;
- Stockage et tri des déchets de chantier :
 - Les gravats étant ensuite stockés dans une alvéole située en plein air ;
 - Les déchets valorisables triés étant ensuite regroupés avec les déchets de même nature du centre de tri ;
- Stockage des végétaux ;
- Stockage des déchets de bois (triés ou à trier, broyés ou non) dans l'une ou plusieurs des alvéoles aménagées en partie nord-ouest du site ;
- le stockage de biodéchets en bennes fermées ou en conteneur frigorifique fermé ;
- stockage de DASRI en conteneur frigorifique fermé ;
- stockage de DEEE en bennes ou semi-remorques ;
- Stockage des déchets de métaux dans des bennes amovibles ou en paquets ;
- Stockage des déchets issus de collectes sélectives non-susceptibles d'envol en balles ou pains (Polystyrène) ou dans des bennes amovibles lorsqu'ils sont en vrac, dans les zones de stockage prévues à l'ouest et au sud du bâtiment de tri des collectes sélectives ;
- Compactage des refus de tri de la collecte sélective des déchets ménagers ;
- Broyage du bois et des déchets verts (sous conditions, voir article 3.1.2.1 de l'arrêté du 2 juillet 2020) ;
- Déchetterie professionnelle.

Les autres activités sont exercées à l'intérieur des locaux (ou sous les abris couverts pour le stockage de balles de déchets non-listées ci-dessus) :

- Stockage et tri des déchets issus de la collecte sélective (déchets apportés et déchets triés) ;
- Stockage et tri des DAEND en mélange et des encombrants, sachant que :
 - Les refus de tri sont envoyés directement, depuis l'intérieur du bâtiment, dans des semi-remorques de 90 m³ fermées en vue de leur élimination dans une installation autorisée à les recevoir ;
 - Les matériaux valorisables récupérés sont envoyés dans les bennes ou les alvéoles de stockage extérieures ci-avant décrites.
- Broyage des déchets autres que bois et déchets verts (sous conditions, voir article 3.1.2.1 de l'arrêté du 2 juillet 2020).

Article 15 – Modifications de l'article 5.1.7 (Dispositions techniques relatives au tri/regroupement des biodéchets) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Les biodéchets réceptionnés sur le site sont pris en charge selon le mode de conditionnement à leur arrivée :

- Ils sont réceptionnés en caisses palettes étanches fermées ou conditionnés sur palette dans leur emballage d'origine (produits retirés de la vente) : ils sont dirigés

vers la zone de regroupement au nord-est du site puis transférés dans des contenants étanches et fermés (benne, caissons à compaction). Aucun biodéchets n'est directement stocké sur le sol. Avant évacuation vers une filière de valorisation agréée, les biodéchets conditionnés en caisses palettes ou sur palettes sont stockés dans un conteneur frigorifique dédié pour une durée maximale de 15 jours.

Les contenants utilisés pour le stockage des biodéchets sont lavés à une fréquence hebdomadaire au minimum.

La teneur en eau des biodéchets est a minima de 80 %.

Article 16 – Modifications de l'article 5.1.8 (Registre des déchets entrants) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Pour l'ensemble des déchets entrants sur son site, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de suivi dont le contenu est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Les déchets dangereux sont, en outre, tracés dans l'application mise à disposition par le ministère en charge de l'environnement (application Trackdéchets à la date de l'arrêté). Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 17 – Modifications de l'article 5.1.9 (Quantités maximales stockées) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Les quantités maximales stockées au sein de l'établissement sont indiquées dans le tableau suivant :

Nature des déchets	Conditionnement	Volume (m³)
Plâtre		
Plâtre	vrac	510
Gypse	semi-remorque	180
Métaux	benne	15
Refus	benne	45
Bois	benne	15
Inertes	benne	15
Carton	vrac	80
Collecte sélective		
Papier/carton	vrac	370
Papier	vrac	120
Plastique	vrac	150
Papier/carton	balles	1910

Nature des déchets	Conditionnement	Volume (m³)
Plastique	balles	1080
DAEND		
PSE	silo	60
PSE	vrac	110
PSE	pains	90
Bois	vrac	740
Bois	benne	30
Plastique	benne	90
Métaux	benne	30
Métaux	vrac	180
Carton	benne	90
DAEND	vrac	760
DAEND	benne	30
Inertes	vrac	180
Plâtre	benne	30
Verre	benne	60
Végétaux	vrac	450
DEEE		
DEEE	vrac	1260
DEEE	bennes	300
DEEE	semi-remorques	180
DASRI		
DASRI	CRV dans conteneurs frigorifiques	22,5
Biodéchets		
Biodéchets	compacteur	40
Biodéchets	semi-remorque/conteneur frigorifique fermé	90
Biodéchets	bennes/ conteneur frigorifique fermé	80

Article 18 – Modifications de l'article 5.2.2 (Registre des déchets sortants) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Pour l'ensemble des déchets sortants sur son site, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de suivi dont le contenu est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

Les déchets dangereux sont, en outre, tracés dans l'application mise à disposition par le ministère en charge de l'environnement (application Trackdéchets à la date de l'arrêté).

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 19 – Modifications de l'article 7.1.5 (Étude de dangers) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers (version juillet 2018) et ses mises à jour. Il met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation, techniques de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

L'organisation des activités du site est reprise au plan en annexe du présent arrêté préfectoral. En complément dudit plan, certaines caractéristiques sont détaillées ci-dessous :

Zones	Mesures en place
Stockage de bois dans l'alvéole	<p>Caractéristiques des stockages :</p> <ul style="list-style-type: none">• Surface : 264 m² ;• Hauteur : 3 m. <p>Stockage adossé à un espace multi matériaux coupe-feu (mur et talus) d'une hauteur de 6 mètres et comprenant à l'ouest un mur coupe-feu de 4 mètres de hauteur. La tenue au feu est de 3 heures.</p>
Stockage de végétaux dans l'alvéole + Bennes de DAEND	<p>Caractéristiques des stockages :</p> <ul style="list-style-type: none">• Surface du stockage de végétaux : 175 m² ;• Surface de DAEND : 60 m² ;• Hauteur du stockage de végétaux : 3 m ;• Hauteur de DAEND : 2 m. <p>Le stockage dans l'alvéole végétaux est adossé à un mur coupe feu d'une hauteur de 6 mètres et comprenant des murs latéraux coupe-feu de 4 mètres de hauteur. La tenue au feu des murs précités est de 3 heures.</p>
Centre de tri DAEND et local PSE	<p>Caractéristiques du bâtiment et des stockages :</p> <ul style="list-style-type: none">• murs du DAEND coupe-feu 2 heures en façades est, ouest et nord sur 4 mètres de hauteur ;

Zones	Mesures en place
	<ul style="list-style-type: none"> • mur commun au DAEND et local PSE est coupe-feu 2 heures en façade sud sur 2 mètres de hauteur, surmonté d'un bardage métallique de 8 mètres pour une hauteur totale de 10 mètres ; • stockage à l'intérieur du centre de tri DAEND, PE, PVC, cartons, bois, palettes, synthétiques en bennes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Surface max : 387 m² dont : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 147 m² de bennes d'une hauteur de 2,2 m ; ▪ 15 m² de palettes de PVC ; ▪ 3 îlots de 75 m² sur 4 m de hauteurs de DAEND en vrac.
Stockage extérieur de Polystyrène et carton	<ul style="list-style-type: none"> • stockage de carton : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Surface : 80 m² ; ◦ Hauteur : 4,8 m ; • stockage polystyrène : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Surface : 30 m² ; ◦ Hauteur : 3 m. <p>Le stockage extérieur est adossé sur un mur coupe-feu de 4 heures d'une hauteur de 6 mètres.</p>
Stockage des balles plastiques à l'ouest du bâtiment DEEE	<p>Caractéristiques de la zone et des stockages :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux îlots séparés par une allée de 5 m : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Surface unitaire : 150 m² ; ◦ Hauteur : 3,6 m (3 palettes). <p>Les balles de plastiques sont éloignées de plus de 5 m de toute matière ou déchet combustible (flux de 8 kW/m²). La zone de végétation au sud du stockage est rase sur 10 m, comptés depuis les balles plastiques :</p>
Centre de tri des collectes sélectives (carton et plastique)	<p>Caractéristiques des stockages :</p> <p>Le stockage s'effectue en deux lieux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à l'intérieur du bâtiment dédié dans 2 zones : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Surface unitaire : 216 m² ; ◦ Hauteur : 4 m ; • à l'extérieur façade ouest <ul style="list-style-type: none"> ◦ Surface unitaire : 318 m² de palettes de papier/carton ;

Zones	Mesures en place
	<ul style="list-style-type: none"> ◦ Hauteur : 4,8 m.
Bâtiment valorisation des déchets de plâtre	Surface des stockages combustibles (issus du tri des déchets de plâtre) : 110 m ² répartis en : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 2 bennes de bois ; ◦ 2 bennes de carton.
DASRI	Une remorque de biodéchets sépare la zone de stockage des camions de DASRI de la voie d'accès au crématorium.

Afin que les scénarios d'incendie modélisés dans l'étude de dangers (version juillet 2018), et ses mises à jour par l'outil Flumilog demeurent valides, en particulier l'étendue des flux radiatifs, l'exploitant respecte les modalités de stockage des différents types de déchets pris en données d'entrées de ces scénarios. Notamment, les emplacements de stockage sont respectés et les superficies / longueurs / largeurs / hauteurs / volumes/tormages indiqués ne sont pas dépassés pour chaque type de déchets et pour chacun des scénarios.

Article 20 – Modifications de l'article 71.8 (Prévention les pollutions accidentelles – rétentions) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont raccordés à l'un des deux bassins de confinement du site.

Ces bassins de gestion des eaux peuvent être isolés du réseau public par une vanne manuelle ou à commande automatique. Cette dernière est régulièrement manoeuvrée, à une fréquence mensuelle au minimum. L'enregistrement des résultats des essais pour chaque vanne est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ils sont étanches et disposent respectivement d'un volume de 950 m³ (celui situé sous le bâtiment DEEE) et de 150 m³ (au sud-est du site, à proximité du bâtiment de valorisation des déchets de plâtre).

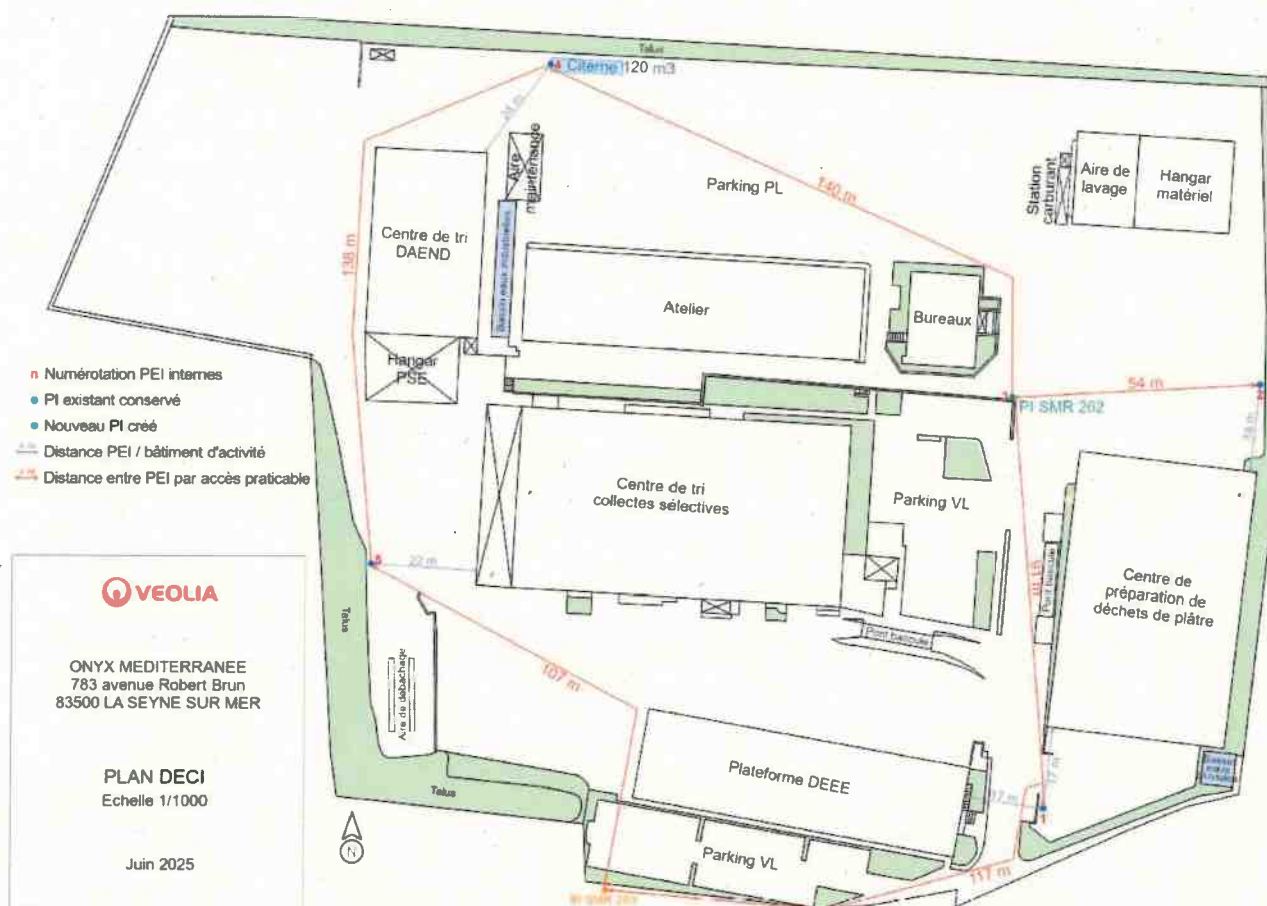
Ces deux bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité de rétention. Un repère visuel indique en permanence ce niveau.

Le rejet des eaux d'extinction vers le milieu naturel ne peut être effectué que si les eaux respectent les valeurs limites de concentration applicables, précisées au Titre 4 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020. Dans le cas contraire, les eaux sont évacuées vers une installation apte à en effectuer le traitement. L'inspection des installations classées est préalablement informée de la décision envisagée.

Le bâtiment dédié à la valorisation des déchets de plâtre dispose quant à lui de propre rétention d'un volume utile de 180 m³, au moyen de barrières hydrauliques périphériques permanentes.

Article 21 – Modifications de l'article 72.2 (Ressources en eau et moyens de lutte contre l'incendie) de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020

L'établissement dispose au minimum des moyens décrits aux paragraphes ci-dessous, conformément au plan suivant :



- 5 PEI internes :
 - les PEI 1, 2, 3 et 5 sont des poteaux incendie (PI) en DN100 pour un débit normalisé de 60 m³/h ;
 - les PI 1 et 2 sont sur le même réseau en DN100, raccordé directement au réseau public métropolitain ;
 - les PI 3 et 5 sont sur le même réseau en DN100, distinct du précédent, raccordé directement au réseau public métropolitain ;
 - le PEI 4 est soit un PI en DN100 (60 m³/h) raccordé à un réseau distinct du réseau public métropolitain (SCP), soit une réserve fixe de 120 m³ (réservoir métallique type DFCI avec raccord en DN100 ou bassin équipé avec surpresseur et raccordement à un PI en DN100) ;
 - 1 PEI externe : bouche incendie en bordure de l'avenue Robert Brun.

Moyens DEC I par zone d'activité classée (débit cumulé disponible de 180 m³/h pendant 2 heures) :

Valorisation des déchets de plâtre :

- 2 PEI à moins de 100 mètres (1 et 3 ou 2 et 3) pouvant fonctionner en simultanée (réseaux distincts) ;
- 1 PEI à moins de 150 mètres d'un des PEI précédents (4) et dépendant d'une alimentation distincte.

Centre de tri DAEND / PSE :

- 2 PEI à moins de 100 mètres (4 et 5) pouvant fonctionner en simultanée (alimentations distinctes) ;
- 1 PEI à moins de 150 mètres d'un des PEI précédents (BI externe) pouvant fonctionner en simultanée avec les précédents.

Centre de tri CS :

- 2 PEI à moins de 100 mètres (1 et 3 ou 1 et 5) pouvant fonctionner en simultanée (réseaux distincts) ;
- 1 PEI à moins de 150 mètres d'un des PEI précédents (4) et dépendant d'une alimentation distincte.

Plateforme DEEE :

- 2 PEI à moins de 100 mètres (1 et 5) pouvant fonctionner en simultanée (réseaux distincts) ;
- 1 PEI à moins de 150 mètres d'un des PEI précédents (4) et dépendant d'une alimentation distincte.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par des poteaux normalisés NFS 61.213 et conformes à la norme NFS 62.200, implantés sur un réseau fixe d'eau protégé contre le gel. Des mesures et essais sont réalisés périodiquement, au moins tous les 3 ans, afin de s'assurer que la pression et le débit simultanés demandés soient atteints.

Les robinets d'incendie armés (RIA) sont installés à proximité des issues et disposés de telle sorte qu'un foyer dans les différentes zones du bâtiment puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Le volume d'eau nécessaire à leur fonctionnement est en complément de la réserve nécessaire à l'alimentation des points d'eau incendie. Le nombre minimum de RIA est fixé comme suit :

- 7 RIA au niveau du bâtiment de tri de la collecte sélective ;
 - 3 RIA dans le bâtiment de tri des DAEND ;
 - 4 RIA dans le bâtiment des DEEE.
- Des extincteurs sont répartis à l'intérieur des locaux, à bord des véhicules de chantier, sur les aires extérieures et dans les zones à risque incendie, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
 - Les bâtiments sont équipés :
 - En partie haute d'un système de désenfumage avec commandes automatiques ou manuelles permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la surface au sol du bâtiment. Les commandes manuelles de désenfumage sont facilement accessibles depuis les issues de secours ;
 - Des systèmes d'arrosage sont installés au-dessus des presses à balles et du broyeur papier.

Article 22 – Dispositifs de détection et d’alarmes incendie

Les dispositions de l’article 2.4°-b-II (détection et surveillance) de l’arrêté du 22/12/23, modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement, s’appliquent quelles que soient les dates initiales de mise en service des installations.

Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d’une détection automatique de départ d’incendie et d’une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe, désignée par l’exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d’assurer l’alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site.

A minima, les entreposages de substances/matières combustibles et déchets végétaux sont équipés d’une détection incendie avec report d’alarme.

Lorsque personne n’est présent sur le site, l’alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l’exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d’incendie et d’alerter, dans les meilleurs délais, l’exploitant et les services d’incendie et de secours.

En cas d’impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l’installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l’alerte, afin d’effectuer une levée de doute et ainsi alerter immédiatement l’exploitant et les services d’incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.

Les dispositions du présent article ne s’appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots (moins de 30 m³), dans la limite prévue par l’arrêté ministériel.

L’exploitant s’assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l’incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l’objet d’un rapport annuel de contrôle.

Article 23 – Programme d’auto surveillance – Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Les mesures portent sur le rejet défini à l’article 7 du présent arrêté, modifiant l’article 3.2 (Conditions de rejets canalisés) de l’arrêté préfectoral du 2 juillet 2020.

Une mesure des paramètres définis à l’article 7 du présent arrêté, modifiant l’article 3.2 (Conditions de rejets canalisés) de l’arrêté préfectoral du 2 juillet 2020, est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l’environnement. Les résultats de ces mesures sont transmis à l’inspection des installations classées.

Sur demande de l’exploitant et après avis de l’inspection des installations classées, la périodicité des mesures pourra être adaptée en fonction des résultats obtenus.

Article 24 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de La Seyne-sur-Mer et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de La Seyne-sur-Mer pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 25 - Voies et délais de recours

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 26 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de La Seyne-sur-Mer, l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, antenne du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, donc copie sera adressé au président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au directeur départemental des territoires et de la mer du Var ainsi qu'au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le **21 AOÛT 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général adjoint,
Sous-préfet chargé de mission


Jean-Baptiste MORINAUD

[illegible]